

Déclaration du Groupe ATS (FSU, Solidaires, SAF) – 7 avril 2026

Budget Primitif 2026



Notre assemblée est appelée aujourd'hui à porter un avis sur le budget de la Région pour l'année 2026. Le contexte national a été celui de choix politiques ayant amené à centrer l'effort budgétaire du pays sur la priorité donnée aux dépenses militaires, à poursuivre une politique de soutien aux entreprises sans contreparties (chiffré à 211 milliards d'euros par une commission sénatoriale l'été dernier), à refuser une politique fiscale plus régulatrice et plus juste, le tout au détriment des services publics et des dotations aux collectivités régionales.

Ainsi si globalement les recettes régionales en fonctionnement augmentent de 42,5 millions, les dotations de l'Etat baissent de 23%.

Dans ce cadre, la Région a fait le choix de favoriser l'épargne brute et de faire baisser encore les dépenses de fonctionnement de 21 millions comme si l'action publique régionale n'était pas plus que jamais nécessaire dans une région confrontée à de multiples défis sociaux et environnementaux.

Dés lors le rapport avis se fait l'écho secteur par secteur des baisses de dépenses de fonctionnement à venir et les inquiétudes sont nombreuses : décalage très fréquent entre des ambitions affichées par notre Région dans ses « feuilles de route » et la réalité de budgets en baisse depuis plusieurs années.

Baisse des crédits sur la politique de l'eau ne permettant peut-être même plus de servir de levier pour percevoir des fonds européens et en total décalage avec la feuille de route 2025-2028 récemment adoptée. Erosion des crédits de la politique de la ville depuis 2024 alors qu'ils concernent 12,5% de notre population régionale parmi la plus défavorisée ; aménagement du territoire moins financé au risque d'encourager des déséquilibres infrarégionaux ; baisse du budget des espaces naturels régionaux alors qu'ils engagent une nouvelle phase de labellisation ; baisse des crédits de l'enseignement supérieur de près de 32% alors que nous sommes la 5^{ème} région en termes d'effectifs étudiants. Budget régional de soutien à la recherche en baisse de 50% depuis 2018 alors que nos chercheurs déposent des brevets et que nos besoins en innovation sont forts ; baisse des crédits pour la restauration scolaire alors que nous sommes très loin des objectifs de la loi Egalim, fin du dispositif de déprécarisation des personnels vacataires dans les lycées ; Schéma directeur immobilier et énergie loin d'être financé alors que nos lycées ont d'énormes besoins de rénovation énergétique ; chute des budgets de la formation professionnelle et inquiétudes sur les formations permettant le retour à l'emploi des publics concernés ; baisse de 64% des budgets de soutien à l'ESS, sacrifice de la politique biodiversité, crainte pour les emplois associatifs...

Le rapport multiplie les alertes, les choix opérés par ce budget régional sont inquiétants et ne préparent pas l'avenir.

Le groupe ATS votera le rapport avis qui soulève ces interrogations.